

L'avantage de mettre en place des politiques

Prendre en compte les priorités des petits exploitants en matière d'adaptation



Investir dans les populations rurales

L'avantage de mettre en place
des politiques

**Prendre en compte les priorités
des petits exploitants en matière
d'adaptation**



Investir dans les populations rurales

Remerciements

Cette étude a été préparée par la Division environnement et climat du FIDA sur la base de la documentation du projet et d'autres documents mentionnés dans les références bibliographiques.

Préparée par: Soma Chakrabarti, consultante.

Révisée par: Moses Abukari, Chargé de programme de pays (Gambie); Roshan Cooke, Spécialiste régional climat et environnement (Division Asie et Pacifique); Glayson Ferrari dos Santos, Chargé de programme de pays; Ed Heinemann, Spécialiste technique principal (Politiques); Gernot Laganda, Spécialiste technique principal (Adaptation au changement climatique); Jacopo Monzini, (Division Proche-Orient et Afrique du Nord); Lauren Phillips, Spécialiste technique supérieure (Politiques); Rami Salman, Spécialiste régional climat et environnement (Division Proche-Orient et Afrique du Nord); Naoufel Telahigue, Spécialiste régional climat et environnement (Division Afrique de l'Ouest et du Centre); Steve Twomlow, Spécialiste régional climat et environnement (Division Afrique orientale et australe).

©2015 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du FIDA. Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les désignations "pays développé" ou "pays en développement" répondent à un souci de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le stade atteint par un pays ou une zone donnés dans le processus de développement.

Tous droits réservés.

Photo de couverture: ©FIDA/David Rose

ISBN 978-92-9072-615-9

Imprimé en décembre 2015

Table des matières

Sigles et acronymes	4
Introduction	5
Études de cas	
Étude de cas 1: Cambodge	10
Étude de cas 2: El Salvador	13
Étude de cas 3: Gambie	16
Étude de cas 4: Mozambique	20
Étude de cas 5: Soudan	23
Conclusions	27
Références	31
Annexe: Recommandations politiques formulées lors de la session sur le changement climatique du Forum paysan de 2014	33
Liste des figures et des encadrés	
Figure 1: Exemples de contribution à l'élaboration des politiques nationales et locales dans les projets appuyés par le FIDA	8
Figure 2: Carte de la zone du projet (Cambodge)	10
Figure 3: Carte de la zone du projet (El Salvador)	13
Figure 4: Carte de la zone du projet (Gambie)	16
Figure 5: Carte de la zone du projet (Mozambique)	20
Figure 6: Carte de la zone du projet (Soudan)	23
Encadré 1: Qu'entendons-nous par politiques?	6
Encadré 2: Exemples de la manière dont les services climatologiques aident les agriculteurs	18
Encadré 3: L'Organisation mondiale des agriculteurs à la vingtième Conférence des Parties à Lima	30

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
FEM	Fonds pour l'environnement mondial

Introduction

Pourquoi la contribution à l'élaboration des politiques joue-t-elle un rôle important dans la lutte des petits exploitants contre le changement climatique?

Lam Van Nhien vit avec sa femme Thai Ngoc Diem sur environ un demi-hectare dans la commune de Bao Thuan dans le delta du Mékong, au Viet Nam. Pendant la saison des pluies, le niveau de la mer monte et l'eau envahit l'étroite bande de terre qui sépare sa propriété de la plage. Si trop d'eau de mer pénètre dans le bassin de M. Lam et de sa famille, l'ensemble de leur aquaculture risque d'être détruite. La saison sèche n'est pas tellement mieux, car il n'y a alors pas assez d'eau pour les besoins du ménage ou pour irriguer les pastèques dans les champs. Le gouvernement a tenté de résoudre ce problème, mais c'est un dur combat contre les éléments. Le FIDA intensifie son appui au gouvernement afin de s'assurer que les agriculteurs vietnamiens soient capables de faire face aux nouveaux risques qui se profilent à cause du changement climatique. Une partie de cet appui consiste à déterminer de quelle manière les hommes politiques peuvent prendre en compte les enseignements tirés en vue d'aider les gens tels que M. Lam.

Nous savons que ce sont des actions techniques concrètes (infrastructures, amélioration des semences ou encore précision des prévisions météorologiques, par exemple) qui aideront les petits exploitants à faire face aux conséquences du changement climatique sur leurs moyens d'existence, déjà fragiles. Toutefois, cela ne suffit pas. Le FIDA et d'autres institutions financières internationales jouent un rôle clé d'appui à ces interventions mais, en fin de compte, ce sont les politiques, le cadre légal, les stratégies et les budgets mis en place au niveau national qui modèlent les opportunités permettant à une part importante de la population rurale de s'adapter à l'évolution de l'environnement. Ceux qui connaissent le mieux les réalités de leur lutte quotidienne pour la survie, ce sont les petits exploitants eux-mêmes et, s'ils ne sont pas suffisamment impliqués dans le processus de formulation des mesures politiques, ils risquent d'être les perdants de ce processus et d'être mis de côté dans des décisions qui déterminent directement leur capacité de résistance et d'adaptation.

Aujourd'hui, le travail du FIDA au niveau national comporte un volet d'aide aux gouvernements dont le but est la mise en place de mécanismes de concertation avec les parties prenantes nationales, en particulier les groupements d'agriculteurs, les coopératives et d'autres organisations de populations rurales. Dans le même temps, le FIDA cherche à renforcer ces groupes à assise communautaire afin de leur permettre de participer davantage à la concertation sur les politiques et ainsi de faire reposer la définition des politiques sur des éléments concrets pertinents et sur l'expérience locale.

Approche du FIDA en matière de contribution à l'élaboration des politiques

Les politiques menées touchent tous les aspects de l'environnement institutionnel et juridique dans lequel les populations rurales pauvres trouvent leurs moyens de subsistance. Ces politiques façonnent ainsi le monde dans lequel vivent ces populations et les possibilités économiques qui leur sont offertes. Il en résulte que des politiques de soutien peuvent être très utiles et assurer les conditions qui permettront aux populations de sortir de la pauvreté. À l'inverse, les politiques qui ne sont pas créatrices d'opportunités, ou qui ne sont que le reflet des intérêts d'autres acteurs économiques, peuvent constituer des barrières insurmontables ou des gouffres infranchissables – des obstacles qui empêchent de sortir du piège de la pauvreté.

Encadré 1: Qu'entendons-nous par politiques?

Pour le FIDA, le terme "politiques" peut regrouper une grande variété de mécanismes et de dispositions – souvent au niveau national, mais également parfois à un niveau supérieur (régional) ou inférieur (État ou province): lois et réglementations, déclarations et documents sur les politiques publiques, plans, stratégies et programmes sectoriels; budgets; règles de haut niveau des organismes gouvernementaux; ainsi que des institutions – qui sont les véhicules de la mise en œuvre des politiques.

Source: Adapté de *IFAD's emerging approach to country-level policy engagement*. FIDA. 2014.

Pour le FIDA, la contribution à l'élaboration des politiques au niveau national sert deux objectifs d'importance critique. Elle peut, en premier lieu, aider à la mise en place d'un environnement propice à la mise en œuvre et au succès du projet. Elle peut par ailleurs contribuer à l'obtention de résultats de plus grande ampleur que ce que des projets isolés peuvent atteindre en matière de développement humain et agricole dans le contexte du changement climatique. Les projets soutenus par le FIDA peuvent créer un cadre d'apprentissage et permettre d'accumuler des données concrètes sur les approches efficaces en matière d'adaptation au changement climatique et de réduction de la pauvreté rurale, les politiques menées étant modifiées afin de reproduire à plus grande échelle les approches qui se sont révélées fructueuses.

Le FIDA participe de plus en plus au processus d'élaboration des politiques au niveau national. Il s'efforce d'influencer l'élaboration des politiques dans le sens de l'intérêt des petits producteurs et des ruraux pauvres et agit de même lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre et de l'examen de ces politiques. L'une des dimensions essentielles de cette approche est de faire connaître les relations entre les politiques et les programmes au niveau macro et au niveau micro: les décisions prises chaque jour par des millions de petits exploitants, selon la saison. Le FIDA agit en tant que partenaire direct dans le processus de concertation sur les politiques. Il agit également souvent indirectement en élaborant des projets d'investissement axés explicitement sur le renforcement de la relation entre ce qui est vécu sur le terrain et les politiques macroéconomiques.

La concertation est essentielle pour aller au-delà des initiatives individuelles et, partant, obtenir un impact bien plus conséquent. Afin de libérer de la pauvreté de manière durable et équitable un grand nombre de petits exploitants de la pauvreté – notamment en renforçant leurs capacités de résistance au changement climatique –, il est important de rattacher les actions au niveau national et d'aider les gouvernements à mettre en place des politiques et des programmes nationaux innovants. Par exemple, le changement climatique nécessite que des réponses rapides soient apportées en matière d'adaptation et que, parallèlement, les politiques évoluent en profondeur au niveau national.

Contribution à l'élaboration des politiques d'adaptation au changement climatique au niveau national

Le FIDA reconnaît que la contribution à l'élaboration des politiques au niveau national est l'un des moyens de générer des changements systémiques pérennes. En plus de la mise en œuvre de politiques et de systèmes visant à répondre aux impacts immédiats du changement climatique, les pays doivent élaborer des politiques et des plans à long terme qui permettront d'améliorer sur la durée la manière dont les hommes et les femmes ruraux pauvres font face à ces impacts. Il est possible qu'il faille également élaborer – ou adapter – un certain nombre de politiques sectorielles en vue de répondre aux besoins nés du changement climatique, comme une politique visant à promouvoir le développement de variétés de semences disposant d'attributs spécifiques ou une politique visant une utilisation plus efficace de l'eau. L'atténuation des effets du changement climatique dépend non seulement des efforts d'adaptation, mais également de l'aptitude du pays à

réduire les émissions de gaz à effet de serre dans des secteurs comme l'énergie, le transport ou le secteur forestier. De nombreux pays ont mis en place un processus d'élaboration de politiques nationales, grâce auquel les priorités sont définies, de manière coordonnée, autour des besoins et des engagements exprimés dans les négociations internationales sur le climat. Ainsi, certains des pays les moins développés ont commencé à élaborer des plans nationaux d'adaptation, qui succèdent aux programmes d'action nationaux pour l'adaptation au changement climatique élaborés dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et qui revêtent une importance critique dans l'identification des priorités politiques et d'investissement visant à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation dans les secteurs clés de l'économie.

Une approche globale

L'un des défis majeurs est que, dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, du changement climatique et de l'environnement (y compris la biodiversité et la dégradation des terres), les politiques nationales et locales ont souvent été élaborées en prenant chacun de ces sujets séparément. Les objectifs politiques peuvent alors être conflictuels (développement agricole et gestion durable des ressources naturelles, par exemple). Un changement s'opère dans les pays dans lesquels l'intégration des différents secteurs politiques est meilleure, mais elle reste un défi de taille, en particulier dans les pays pauvres. Le FIDA encourage une approche globale de la viabilité environnementale et de la résilience au changement climatique. Cette approche implique que le secteur agricole s'engage auprès de nombreuses parties prenantes (services forestier, météorologique, de l'environnement et de l'eau, par exemple), afin que les défis climatiques soient assumés à l'échelle des paysages et que les politiques soient coordonnées.

Introduction aux études de cas

De par sa contribution à l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale, le FIDA appuie l'adaptation au changement climatique des petits agriculteurs. Les cinq études de cas présentées ci-après sont représentatives de ce travail. Ces projets sont appuyés par le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (l'ASAP) qui est axé sur la gestion des connaissances et sur la contribution à l'élaboration des politiques. Cette approche permet de documenter les connaissances pratiques acquises en début de projet et de s'appuyer sur des éléments concrets pour élaborer des politiques solides. Certains gouvernements partenaires, le secteur privé et le Fonds pour l'environnement mondial participent également au financement.

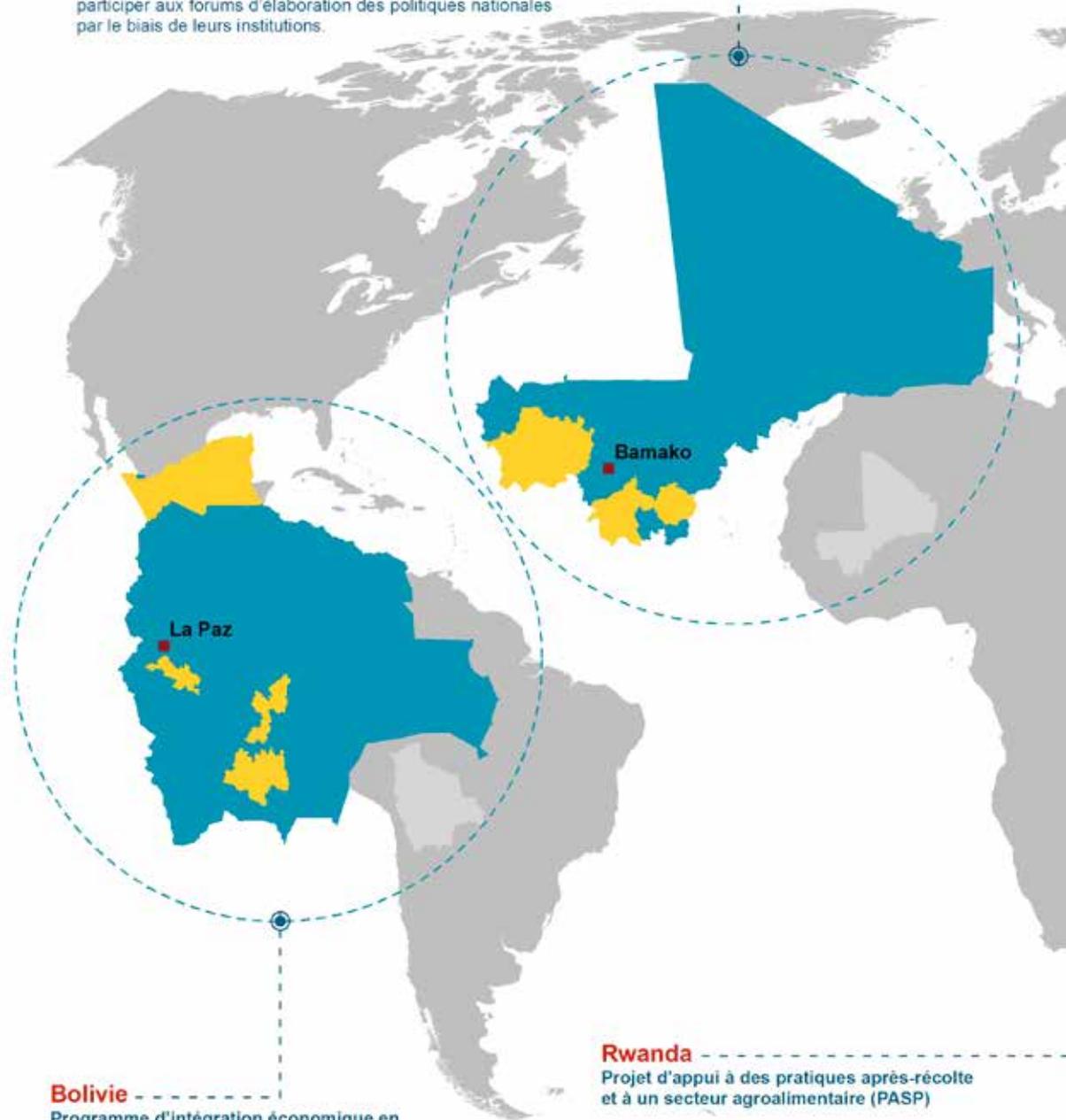
Ces études de cas ne sont que quelques exemples parmi d'autres de la manière dont le FIDA participe au processus d'élaboration des politiques au niveau national en vue d'améliorer la vie des petits exploitants confrontés au changement climatique. Au fil des ans, le FIDA a donné aux petits agriculteurs de nombreux moyens de faire entendre leurs voix dans le cadre du processus d'élaboration des politiques, afin que des changements durables puissent être apportés à leur environnement. La figure 1 donne un aperçu de l'action mondiale du FIDA en faveur de la prise en compte, dans l'élaboration des politiques, des priorités des petits exploitants en matière d'adaptation au changement climatique.

Figure 1
Exemples de contribution à l'élaboration des politiques nationales et locales dans les projets appuyés par le FIDA

Mali

Projet visant à améliorer la productivité agricole –
Financement provenant du Programme d'adaptation
de l'agriculture paysanne (PAPAM/ASAP)

- Élaboration de plans d'adaptation des communautés inclusifs.
- Renforcement des capacités des femmes et des hommes à participer aux forums d'élaboration des politiques nationales par le biais de leurs institutions.



Bolivie

Programme d'intégration économique en
faveur des familles et des communautés
rurales dans le territoire de l'État plurinational
de Bolivie (ACCESOS-ASAP)

- Allier la modélisation du climat aux connaissances locales et autochtones pour les plans d'adaptation des communautés.

Rwanda

Projet d'appui à des pratiques après-récolte
et à un secteur agroalimentaire (PASP)

- Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les instruments de politique pour promouvoir des pratiques après-récolte et de stockage résilientes face aux aléas climatiques.
- Mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation pour appuyer la prise de décisions et la concertation sur les politiques.

Kirghizistan

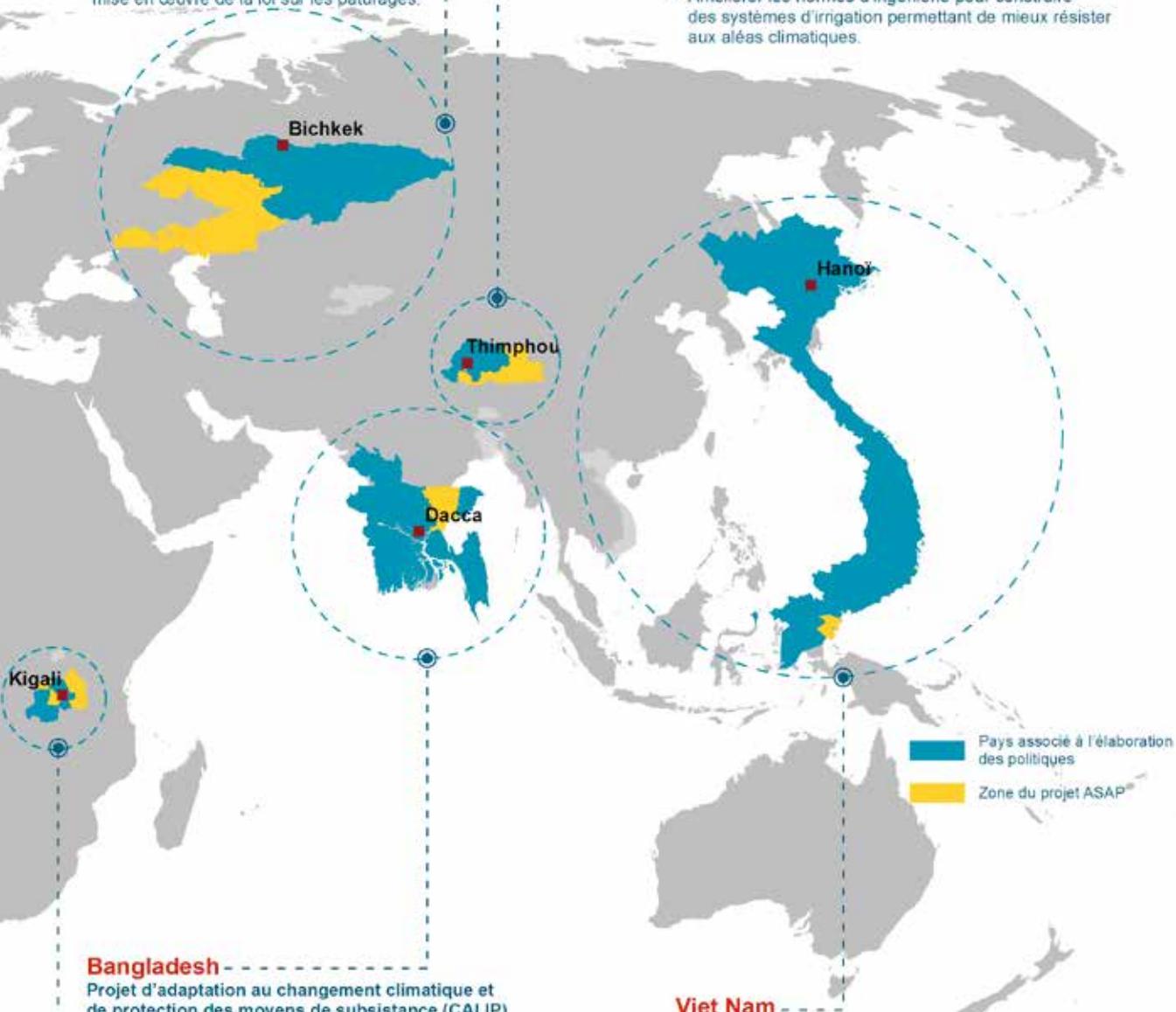
Programme de développement de l'élevage et des marchés (LMDP II)

- Élaboration d'un plan d'adaptation sectoriel sur la gestion des pâturages et du bétail.
- Révision de la loi relative au secteur vétérinaire.
- Produire des données fondées sur des faits qui pourraient éclairer la concertation sur la mise en œuvre de la loi sur les pâturages.

Bhoutan

Projet pour l'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence (CARLEP)

- Intégrer les enseignements sur la résilience face aux aléas climatiques et sur le développement des filières dans les politiques agricoles.
- Améliorer les normes d'ingénierie pour construire des systèmes d'irrigation permettant de mieux résister aux aléas climatiques.



Bangladesh

Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance (CALIP) Appliquer à plus grande échelle les meilleures pratiques et tester de nouvelles interventions d'adaptation dans le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les Haor (HILIP)

- Renforcer, au niveau local, l'accès aux ressources naturelles, ainsi que leur contrôle, par une concertation sur les politiques sensibles au climat et en faveur des pauvres.
- Visites des décideurs sur les sites des projets.
- Colloque international sur l'impact du changement climatique dans la région des Haor.

Viet Nam

Projet d'adaptation dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong (AMD)

- Élaborer des plans de gestion participatifs sur l'adaptation des communautés et la gestion des risques de catastrophe.
- Intégrer les facteurs climatiques dans les plans de développement socio-économique au niveau provincial.
- Renforcer les capacités des communautés et des institutions en ce qui concerne l'adaptation des communautés.
- Fournir des données climatiques pour éclairer la planification au niveau des communes et des districts.



©FIDA/Robert Grossman

Étude de cas 1: Cambodge
 Intégrer la question du changement
 climatique dans les politiques nationales
 et locales

Figure 2
 Carte de la zone du projet (Cambodge)



Faits en bref

Nom du projet	Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation
Durée du projet	2015-2029

Le problème rencontré

Le Cambodge est vulnérable à l'instabilité et au changement climatique. Il a subi un nombre croissant de catastrophes naturelles au cours des dix dernières années. Entre 1980 et 2010, plus de 16 millions de personnes ont été touchées par les inondations et la sécheresse, pour un coût économique estimé à 538 millions d'USD. L'instabilité actuelle du climat se manifeste par le début tardif des pluies de mousson, une sécheresse en milieu de mousson accompagnée de pics de température, des inondations en fin de saison, suivies de vagues de froid. Les projections climatiques laissent envisager une hausse des températures comprise entre 0,7°C et 2,7°C d'ici à 2060 et une augmentation des précipitations annuelles moyennes de l'ordre de 30%. Paradoxalement, l'eau pourrait être moins disponible pour l'agriculture car les précipitations devraient être moins fréquentes mais plus intenses, entraînant un écoulement à grande échelle. Ce phénomène serait exacerbé par un raccourcissement de la saison des pluies et des périodes de sécheresse plus longues. L'instabilité climatique devrait renforcer la gravité et la fréquence des inondations et des périodes de sécheresse.

L'impact sur l'agriculture et la pêche sera probablement dramatique. Il se peut que les agriculteurs les plus vulnérables aient à modifier considérablement leurs pratiques de culture traditionnelles ou aient à diversifier leur production en plus du riz pour renforcer leur résilience.

Avec d'autres organismes gouvernementaux aux niveaux national et local, le secteur public, représenté par le Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, continuera à jouer un rôle important dans la définition de solutions visant à favoriser l'adaptation à cet environnement en évolution.

Réponses apportées par le projet

Intégrer la question du changement climatique dans les politiques nationales en faveur des services agricoles

L'objectif de développement du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation est de mettre en place au Cambodge, d'ici à 2021, un modèle efficace de services agricoles qui aidera les petits agriculteurs à contribuer efficacement à la croissance économique à large échelle. Les services agricoles devront lutter contre les effets attendus du changement climatique et s'assurer que les petits exploitants sont capables non seulement d'assurer leur subsistance, mais également de générer un surplus de commodités destiné au marché.

Intégrer les questions climatiques à la planification locale

Le Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation formule son action selon une approche ascendante. Au niveau des districts, l'élaboration des plans se base sur l'analyse des vulnérabilités et des risques locaux afin de garantir que l'utilisation des fonds publics et des ressources du FIDA est axée sur les besoins d'adaptation au changement climatique des petits exploitants. Au moins 10 directions provinciales du Département de l'agriculture doivent piloter des "tableaux de bord au niveau provincial" visant à améliorer la planification des sous-programmes provinciaux. En outre, la préparation des plans agricoles stratégiques des provinces intègrera les éléments suivants: une approche d'"analyse de la réduction de la vulnérabilité"; l'élaboration d'un scénario

participatif s'appuyant sur les témoignages des agriculteurs; et enfin une méthodologie d'analyse de l'impact sur les moyens d'existence (déjà utilisée au Cambodge).

Des stratégies d'adaptation au changement climatique au niveau des districts afin de donner la priorité aux innovations approuvées par les agriculteurs

Au niveau des districts, une autre sous-composante (Innovations pour une agriculture résiliente face au changement climatique) appuiera la présentation et l'expérimentation d'innovations prometteuses destinées aux petits exploitants. Au nombre de ces technologies, on citera l'amélioration de la gestion de l'eau sur l'exploitation et l'ajustement du calendrier de récolte, en vue d'introduire du riz ou d'autres cultures précoces de saison des pluies, ou encore des variétés résilientes face au changement climatique. Les succès et les enseignements tirés de ces innovations (c'est-à-dire ce qui marche pour les agriculteurs) serviront de base à l'élaboration de politiques locales ancrées dans la réalité. Chaque district participant développera à son niveau une stratégie de résilience face au climat, intégrée dans les plans de développement du district. L'analyse de la réduction de la vulnérabilité, basée sur la participation de la communauté, alimentera cette stratégie. Les zones et les communautés vulnérables seront identifiées, de même que les actions d'adaptation à mener et les critères de sélection des investissements concrets à réaliser en priorité.

La recherche destinée aux décideurs politiques

Enfin, le projet œuvrera à la prise en compte des considérations climatiques par les institutions nationales. Cette action prendra la forme d'un volet politique, dont le but est d'appuyer le gouvernement en mettant à jour la stratégie nationale de vulgarisation, au moyen d'un certain nombre d'activités. Celles-ci comprennent la recherche sur les politiques à suivre menée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Le fait que le projet s'inscrive dans un cadre de long terme vise en outre à appuyer l'élaboration d'une politique en matière de services de vulgarisation qui soit basée sur des données concrètes et qui tienne compte du changement climatique.



©FIDA/Carla Francescutti

Étude de cas 2: El Salvador

Des politiques inclusives d'adaptation au changement climatique

Figure 3
Carte de la zone du projet (El Salvador)



Faits en bref

Nom du projet	Programme national de transformation de l'économie rurale pour le bien-être (Rural Adelante) ¹
Durée du projet	2017-2021

Le problème rencontré

L'instabilité climatique et la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement, en particulier dans la région orientale d'El Salvador, nuisent déjà aux activités de production des petits exploitants du pays et menacent leurs moyens d'existence. Le budget national est grevé par les phénomènes météorologiques extrêmes et par les dépenses liées aux problèmes de santé qui en découlent. Les modèles climatiques affichent de sombres perspectives pour El Salvador – les projections laissent prévoir une baisse des précipitations et une hausse des températures, qui pourraient se traduire par une baisse de 40% de la productivité agricole et, dans la zone orientale, par une baisse d'au moins 40% des ressources en eau.

Réponses apportées par le projet

Le projet prévoit d'intégrer, dans les plans d'activités relatifs aux petits exploitants, des dimensions climatique et environnementale ainsi que la possibilité de financer les initiatives d'adaptation au changement climatique. Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles collaborera avec le Ministère de l'agriculture afin d'obtenir et de diffuser des informations relatives au climat (telles que les prévisions météorologiques), y compris sur les téléphones mobiles et Internet. Le projet appuiera le Centre national de technologie agricole et forestière² afin que les informations relatives au climat partagées avec les petits exploitants soient plus nombreuses.

La concertation entre les acteurs des filières

L'un des volets du projet consiste à renforcer le cadre politique et institutionnel pour les questions de développement rural et de changement climatique. Ce volet se concentrera sur certaines filières et promouvra la concertation entre les acteurs au sein de chacune de ces filières, au moyen de "plateformes de coordination de la filière". Ces groupes de travail regroupant les acteurs clés (y compris des acteurs gouvernementaux) analyseront les barrières politiques, réglementaires ou techniques qui existent au quotidien et orienteront l'analyse, la formulation et la mise en œuvre de stratégies visant à la levée de ces barrières.

1 Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir – Rural Adelante

2 Centro Nacional de Tecnología Agropecuaria y Forestal

Élaborer des politiques environnementales et d'adaptation au changement climatique solides en faveur des populations rurales pauvres

Le Ministère de l'agriculture et l'Institut national de la jeunesse (INJUVE³) recevront un appui technique qui leur permettra de mieux appliquer les politiques publiques relatives au changement climatique et de revoir les stratégies existantes dans ce domaine. En outre, chaque année, des femmes, des jeunes et des populations autochtones participeront à des réunions visant à promouvoir le débat sur les politiques et à appuyer l'application des politiques. Le projet pratique la discrimination positive en faveur de l'autonomisation des petits exploitants (formations visant au renforcement des capacités de négociation et des capacités oratoires, par exemple), afin qu'ils puissent se faire mieux entendre dans les négociations avec les décideurs politiques.

Développement des capacités

Les organisations de femmes, de jeunes et de populations autochtones seront formées et sensibilisées aux questions politiques. Elles pourront ainsi participer efficacement au processus d'élaboration des politiques nationales relatives au développement rural et à l'adaptation au changement climatique et s'assurer que leurs priorités en matière d'adaptation au changement climatique sont prises en compte. Une autre mesure clé sera la mise en place de quotas, qui permettront aux femmes et aux jeunes d'être intégrés dans les filières appuyées par le projet et notamment dans leurs structures de direction. Leurs priorités seront ainsi prises en compte dans les politiques élaborées et mises à jour durant la durée du projet.

3 *Instituto Nacional de la Juventud*



©FIDA/Joanne Levitan

Étude de cas 3: Gambie

Amplifier la voix des petits exploitants dans le processus d'élaboration des politiques nationales

Figure 4
Carte de la zone du projet *Chosso*



Faits en bref

Nom du projet	Renforcer la résilience au changement climatique dans le cadre du Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau – Projet <i>Chosso</i>
Durée du projet	2016-2019

Le problème rencontré

Les principales activités agricoles de part et d'autre du fleuve Gambie sont l'agriculture pluviale (riz, autres céréales, arachides), soutenue par une irrigation minimale, la production semi-intensive de légumes et l'élevage. Les moyens d'existence de la plupart des ménages dépendent en outre des arbres fruitiers, des produits forestiers et non forestiers ainsi que de la pêche. Toutefois, la fréquence des phénomènes climatiques inhabituels rend les communautés plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. Notons en particulier que la salinité progresse sur les terres cultivées et que la terre est balayée sur les terrains pentus dénudés. Les femmes et les jeunes restent les plus vulnérables aux effets du changement climatique, car ils n'ont que peu d'options pour diversifier leurs moyens d'existence.

Réponses apportées par le projet

À la suite de vastes consultations menées auprès des acteurs locaux et du gouvernement, il a été décidé que le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne du FIDA accorderait des dons supplémentaires au Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (*Nema*⁴) lancé par le FIDA. Ce financement supplémentaire, intitulé projet *Chosso* (mot local qui signifie "changement"), est essentiel pour faire face aux risques liés au climat identifiés lors de l'élaboration du projet *Nema*. Il reconnaît l'importance qu'il y a à mettre en place un environnement propice à un développement agricole qui soit résilient face au changement climatique. L'un des volets du projet *Chosso* vise spécifiquement à favoriser une concertation fondée sur des données probantes ("Recherche sur la résilience et concertation sur la politique climatique"). Les indicateurs clés de ce volet sont entre autres le nombre de concertations nationales et internationales auxquelles le projet *Chosso* contribue activement, ainsi que son appui à l'élaboration et à la concrétisation d'un cadre pour les services climatologiques, qui fournira aux petits exploitants les informations dont ils ont besoin pour relever les défis liés au climat. Ces informations pourront inclure des prévisions météorologiques, qui leur permettront de prendre de meilleures décisions en matière de semis – notamment sur la période de semis – et de se préparer à des phénomènes météorologiques instables et imprévisibles. Le projet œuvrera en outre au renforcement des capacités du secrétariat du Comité national pour le climat afin d'améliorer sa coordination des questions liées au changement climatique.

Appliquer le Cadre mondial pour les services climatologiques

Le projet viendra appuyer les actions nationales liées au Cadre mondial pour les services climatologiques⁵. Les secteurs concernés sont le secteur des transports ainsi que les

4 *Nema* est un terme local qui signifie "prospérité" ou "amélioration des moyens d'existence".

5 La Conférence mondiale sur le climat qui s'est tenue à Genève en 2009 a décidé d'instaurer un Cadre mondial pour les services climatologiques, à l'initiative de l'ONU et sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale, afin d'orienter l'élaboration et l'utilisation d'informations et de services climatologiques scientifiquement fondés et de faciliter ainsi la prise de décisions dans les secteurs sensibles au changement climatique.

Encadré 2: Exemples de la manière dont les services climatologiques aident les agriculteurs

- Les prévisions climatologiques peuvent aider les agriculteurs à décider, par exemple, quelles cultures planter, ou de réduire le nombre d'animaux d'élevage si une sécheresse est annoncée. Les agriculteurs prendront ces décisions sur la base des prévisions climatologiques relatives aux précipitations et à la température et prendront en compte la marge d'incertitude qui sera également fournie.
- Les ingénieurs peuvent s'aider des évaluations statistiques de la fréquence future des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes pour prendre leurs décisions: où investir dans des mesures d'atténuation des effets des catastrophes, telles que les barrages; où construire; quelles méthodes de construction utiliser; quel niveau de chauffage et de refroidissement est nécessaire aux infrastructures dont l'importance est critique pour, notamment, les petits exploitants.
- Les prévisions saisonnières et le suivi des températures et des précipitations effectives peuvent permettre de fournir des prévisions sur le moment et l'endroit où des épidémies risquent d'éclater. L'impact de ces épidémies anticipées peut alors être minimisé par des campagnes de sensibilisation du public, le stockage et l'envoi de matériel médical ou encore la mise en place de programmes de lutte antivectorielle (pulvérisation, par exemple).
- Les projections relatives au changement climatique, qui peuvent estimer les régimes pluviométriques sur une durée de 30 à 50 ans, peuvent être utilisées pour orienter les principales décisions d'investissement relatives à la gestion de l'eau sur le long terme, comme décider, ou non, de construire de nouveaux réservoirs, et à quel endroit.

Source: adapté de "Services climatologiques: un Cadre mondial pour les services climatologiques" (Organisation météorologique mondiale, 2011).

secteurs définis comme prioritaires: l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau, l'énergie, la santé et la réduction des risques de catastrophes, conformément aux directives élaborées par l'Organisation météorologique mondiale. Le Cadre mondial pour les services climatologiques vise à réduire la vulnérabilité des populations aux risques climatiques et à assurer le développement des ruraux pauvres en leur offrant de meilleurs services d'information climatologique, de manière à ce que les petits exploitants puissent mieux planifier et gérer leurs activités agricoles. Des exemples de la manière dont les agriculteurs peuvent profiter des services climatologiques sont présentés dans l'encadré 2.

Conformément au Cadre mondial pour les services climatologiques, et grâce au financement issu du projet *Chosso*, les petits exploitants utilisateurs contribueront à l'élaboration de l'offre de services climatologiques, ce qui garantira que le développement des capacités répondra à leurs besoins directs. Par exemple, les petits exploitants ont besoin d'accéder rapidement, et sous une forme adaptée, à l'information. L'une des approches retenues sera d'ancrer la diffusion de cette information dans les écoles pratiques d'agriculture et dans les classes d'alphabétisation fonctionnelle appuyées par le projet *Nema*.

Faire entendre la voix des petits exploitants lors de l'élaboration des politiques

Le projet *Chosso* participera en outre à l'élaboration d'un certain nombre d'autres politiques – il appuiera par exemple le gouvernement dans la rédaction d'un plan d'adaptation national et de son cadre d'exécution. L'une de ses contributions importantes sera la participation de petits agriculteurs, par le biais de leurs organisations, à l'élaboration du plan, afin de garantir que ce dernier prenne en compte l'ensemble des priorités qui leur sont spécifiques. Le projet *Chosso* apportera en outre une expertise technique et des

ressources financières afin que, dans la mise au point de ces plans, l'objectif retenu soit spécifiquement l'adaptation des petits exploitants. Nous espérons que les processus décisionnels qui en résulteront seront plus ouverts et permettront de sécuriser les moyens d'existence des petits agriculteurs de Gambie.

Le projet *Chosso* appuiera la Direction de la planification du développement du Ministère des finances et de l'économie dans la planification et la budgétisation efficaces des mesures d'adaptation au changement climatique au sein des services gouvernementaux et de l'économie dans son ensemble. Cet élément revêt une grande importance stratégique dans la mesure où le gouvernement envisage d'élaborer une stratégie nationale de développement à compter de 2016. L'unité d'appui du projet *Chosso* travaillera en étroite collaboration avec le Comité national sur le climat et avec d'autres plateformes clés pour s'assurer que la question de la résilience des petits exploitants soit bien reflétée dans ces politiques nationales.

Des données concrètes sur lesquelles baser les décisions politiques

Des données concrètes, intéressant l'élaboration des politiques, seront collectées au moyen d'une enquête de référence complémentaire, d'études d'impact dédiées et de recherches et permettront d'évaluer les réponses les plus efficaces en matière d'adaptation, au regard des impacts climatologiques effectifs et projetés.

Parmi les produits axés sur le savoir qui seront développés on trouvera notamment: des stratégies sectorielles d'adaptation au changement climatique; des documents relatifs à la protection des infrastructures rurales contre les aléas climatiques; des techniques d'adaptation à assise communautaire; la réconciliation de la restauration des mangroves et de la salinisation de l'eau; la construction de digues. Les résultats des recherches, les études et les produits axés sur le savoir alimenteront le processus d'élaboration des politiques et permettront de multiplier et de diversifier les options offertes aux petits exploitants de Gambie en matière d'adaptation de leurs moyens d'existence.

Mesures supplémentaires

Durant le projet, d'autres possibilités de concertation et d'intervention dans l'élaboration des politiques seront identifiées. Elles pourront notamment inclure un certain nombre d'événements nationaux ouverts à tous sur les réponses au changement climatique, ainsi que la possibilité de travailler en réseau au niveau régional avec d'autres pays et projets, ce qui permettra aux décideurs politiques de Gambie d'apprendre de l'expérience acquise par d'autres pays confrontés à des défis similaires.

L'appui que le projet *Chosso* apportera au renforcement de l'efficacité des activités du Comité national sur le climat constituera une autre mesure phare de développement des capacités. Elle verra la constitution d'un secrétariat fonctionnel, la rationalisation du nombre de membres dans le noyau dur et la clarification des responsabilités du Comité sous la houlette du Groupe de travail sur l'agriculture et les ressources naturelles.



©FIDA/Clarissa Baldin

Étude de cas 4: Mozambique

Une politique tenant compte du changement climatique qui permet aux filières de s'adapter

Figure 5
Carte de la zone du projet (Mozambique)



Faits en bref

Nom du projet	Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo
Durée du projet	2012-2019

Le problème rencontré

Au Mozambique, malgré un taux de croissance économique impressionnant, plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté. Les trois provinces méridionales de Gaza, Inhambane et Maputo affichent des taux de pauvreté particulièrement élevés, essentiellement à cause des conditions agroécologiques qui y prévalent. Une étude menée par l'Institut national de gestion des catastrophes du Mozambique indique que, à un horizon de dix ans, l'impact du changement climatique sera plus intense au sein du couloir de Limpopo. Dans la région méridionale, l'humidité du sol avant le début des pluies devrait diminuer et les températures devraient augmenter, de même que les périodes de sécheresse. De nouvelles mesures d'adaptation et des mesures politiques à plus long terme sont nécessaires pour renforcer la capacité d'adaptation des petits exploitants à l'instabilité du climat et au changement climatique. Sans ces mesures, les agriculteurs ne seront pas en mesure de gérer les risques nouveaux, toujours plus nombreux, qui menacent leurs moyens d'existence et qui les dissuadent d'investir dans des technologies et des facteurs de production modernes.

Réponses apportées par le projet

L'objectif du projet est d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants des couloirs de Maputo et de Limpopo et de rendre ces moyens d'existence intelligents face au climat.

Des politiques liées au climat qui renforcent les capacités du gouvernement et des petits exploitants

L'objectif du projet, dans sa contribution à l'élaboration des politiques, est d'appuyer le processus de changement qui doit accompagner un développement des filières au profit des pauvres, axé sur la commercialisation et tenant compte du changement climatique. Le projet, en collaboration avec le Centre pour la promotion de l'agriculture, vise à appuyer l'intégration des questions liées à la parité hommes-femmes et à l'adaptation au changement climatique dans la politique nationale d'appui à trois filières (horticulture, manioc et viandes rouges).

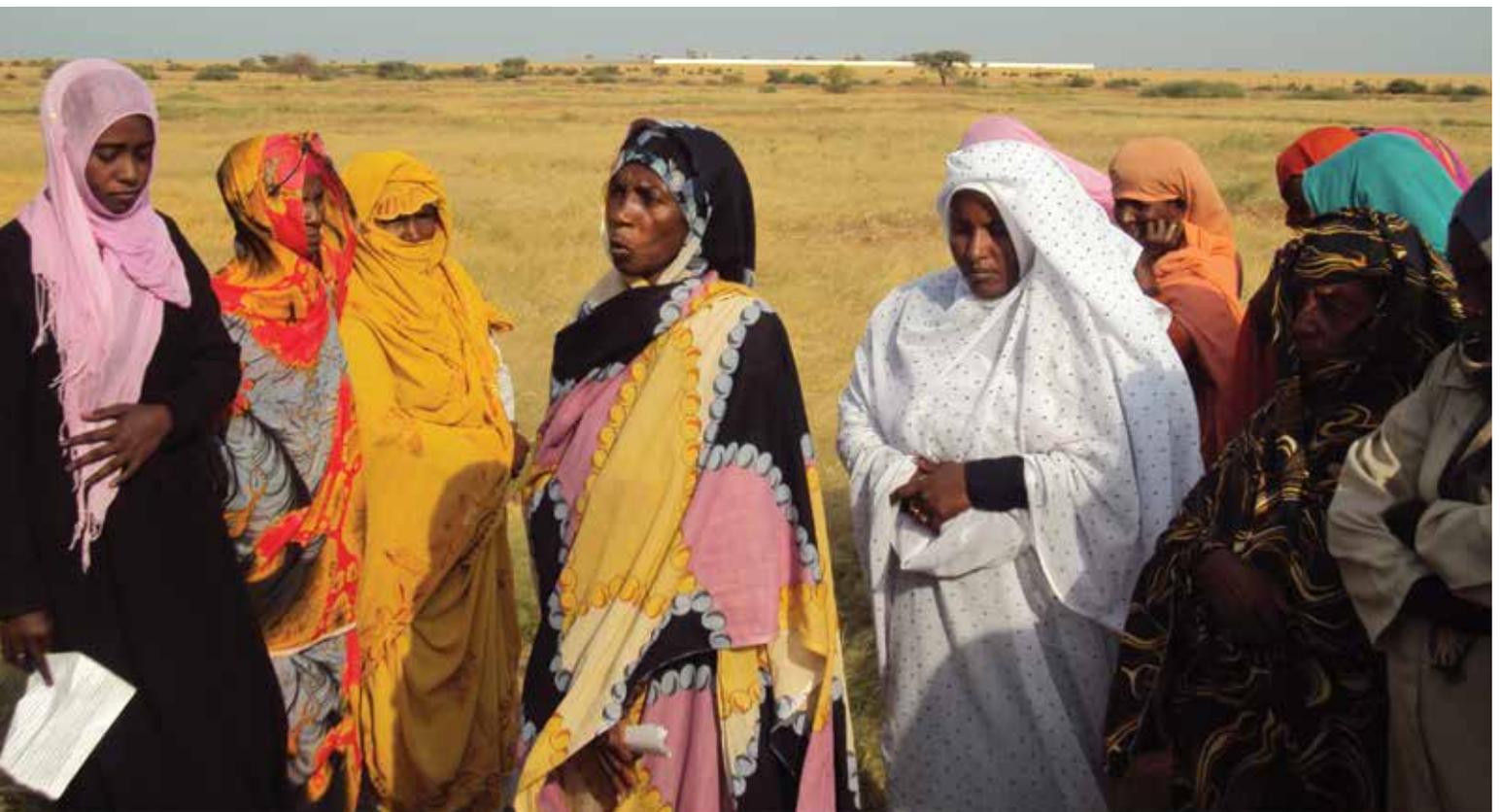
L'appui accordé au Centre pour la promotion de l'agriculture a pour objectif l'intégration des questions liées à la parité hommes-femmes et à l'adaptation au changement climatique dans les politiques relatives aux trois filières sélectionnées. Ce processus est dirigé par les plateformes régionales des filières, qui jouent le rôle de forum pour les petits exploitants, le secteur privé et le gouvernement et permettent de faire le point sur l'expérience acquise dans le développement des filières intégrant le changement climatique. Compte tenu de leur rôle extrêmement important, il est crucial de renforcer les organisations paysannes de manière à ce qu'elles puissent contribuer activement à l'élaboration des politiques et mettre en avant les priorités des femmes et des hommes. En outre, les équipes du Centre pour la promotion de l'agriculture reçoivent un appui qui leur permet de renforcer leur contribution au programme national et régional plus large portant sur le changement climatique et de consolider leurs relations avec la plateforme nationale sur le changement climatique.

Les équipes du Centre pour la promotion de l'agriculture détachées auprès du projet doivent apporter un appui technique au Ministère de l'agriculture dans le cadre de sa participation à la formulation et à la programmation des politiques liées au climat.

Intégrer dans les politiques les priorités des petits exploitants en matière d'adaptation au changement climatique

Le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo ne vise pas qu'à renforcer les capacités des institutions gouvernementales. Son objectif est également que les priorités en matière d'adaptation au changement climatique soient intégrées au sein des politiques nationales et des plateformes politiques (plateformes régionales des filières, plans d'action en faveur du développement des filières, par exemple). Au niveau local, le projet appuie une élaboration et une exécution participatives et basées sur des données probantes des plans communautaires pour la gestion des ressources naturelles.

En ce qui concerne la filière du manioc en particulier, le projet travaille, en collaboration avec l'Institut national pour la normalisation et la qualité, à la promotion de politiques et d'un environnement législatif favorables, qui incluent des normes de qualité claires, dans le but de promouvoir l'utilisation de farine de manioc de grande qualité dans la fabrication du pain.



©BIRDP/FIDA

Étude de cas 5: Soudan

Intégrer la question du changement climatique dans les politiques sectorielles

Figure 6
Carte de la zone du projet (Soudan)



Faits en bref

Nom du projet	Programme d'appui à la résilience de l'élevage et des parcours au changement climatique
Durée du projet	2015-2021

Le problème rencontré

Au Soudan, les documents d'orientation politique, comme le Plan national d'adaptation (2013), la seconde communication nationale à la CCNUCC (2013) ou le document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2012), ont mis en avant la nécessité de piloter des systèmes d'intervention innovants afin de réduire la vulnérabilité des éleveurs et des agriculteurs pauvres aux menaces économiques et sociales croissantes nées du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Ces processus ont par ailleurs souligné la nécessité d'une plus grande concertation entre les petit exploitants, les autres acteurs des secteurs public et privé et la société civile ainsi que l'importance qu'il y avait à impliquer les communautés dans la planification des politiques pour mieux appréhender les risques liés au climat et réduire la vulnérabilité.

Intégrer la question du changement climatique dans les politiques sectorielles

Le Plan national d'adaptation recommande l'élaboration de stratégies sectorielles d'adaptation pour les secteurs vulnérables de l'économie soudanaise. Le Ministère des parcours et des pâturages a spécifiquement demandé au FIDA d'appuyer la prise en compte de la question du changement climatique dans le secteur de l'élevage afin de réduire la vulnérabilité des petits exploitants dont les moyens d'existence dépendent des animaux. Le bétail a besoin de bons pâturages. Ces derniers subissent néanmoins une dégradation profonde en raison de la baisse des ressources en eau et de l'érosion causée notamment par les vents violents, les tempêtes de sable ou encore les pluies diluviennes. De nouvelles hausses des températures pourraient en outre contribuer à la diffusion de maladies vectorielles qui toucheraient le bétail et pourraient dans certains cas contaminer également les êtres humains.

Des ressources naturelles rares

Les moyens d'existence des propriétaires de bétail dépendent de l'agriculture et des activités liées aux animaux. L'accès équitable et sûr à la terre est un facteur essentiel pour renforcer leur capacité d'adaptation au changement climatique et à d'autres chocs. L'accès à la terre participe à l'établissement de relations plus équitables entre les groupes sédentaires (agriculteurs) et les communautés nomades et semi-nomades (propriétaires de bétail et pasteurs). Quoi qu'il en soit, les questions liées à l'accès aux ressources et à leur contrôle engendrent des conflits au sujet des droits d'accès à l'eau, à la terre et au pâturage et des droits des utilisateurs de ces ressources. La diminution de la base de ressources naturelles – conséquence de la dégradation des terres et du changement climatique – exacerbe encore ces disputes.

Réponses apportées par le projet

Le Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience est appuyé par le FIDA, par le Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial et par le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA. L'une des composantes du projet se concentre sur la préparation au changement climatique et vise à faciliter l'élaboration de politiques qui répondent aux

lacunes dans ce domaine. Les réponses spécifiques du projet aux questions identifiées lors de sa formulation sont exposées ci-après.

Système de surveillance de la sécheresse et d'alerte rapide

Le projet appuiera le Ministère de l'élevage, des pêches et des pâturages dans la mise en place d'un système de surveillance de la sécheresse et d'alerte rapide. Ce système identifiera les facteurs liés au climat qui ont un impact critique sur la pérennité du secteur de l'élevage, donnera rapidement des informations précises sur les sécheresses et diffusera l'information climatologique aux petits exploitants et aux agents de vulgarisation au moyen des outils disponibles les plus appropriés. Le système permettra de calculer les capacités annuelles et saisonnières des parcours et appuiera la création de cartes saisonnières visant à aider les autorités locales à prendre des décisions éclairées sur la meilleure distribution des troupeaux sur une unité territoriale donnée. La surveillance des disponibilités locales en eau et en fourrage, par exemple, aidera les petits exploitants à planifier la migration de leur bétail. La meilleure planification, à son tour, permettra de réduire les différends liés à la rareté des ressources naturelles.

Cette information sera diffusée aux usagers via la radio, les organisations communautaires et les systèmes de communication mobile. Le système de surveillance de la sécheresse et d'alerte rapide s'appuiera sur les évaluations de la vulnérabilité qui ont servi de base à l'élaboration du plan national d'adaptation du Soudan ainsi que sur la télé-détection, la cartographie et les enseignements tirés d'autres projets au Soudan, dans la Corne de l'Afrique et la région du Sahel.

Stratégie nationale d'adaptation pour le secteur de l'élevage

L'un des produits essentiels du projet est l'élaboration d'une stratégie nationale d'adaptation sectorielle pour le secteur de l'élevage. Le Ministère de l'élevage, des pêches et des pâturages mobilisera les experts techniques au niveau national et international afin de favoriser le processus de consultation et organisera une série d'ateliers nationaux qui aboutiront à la formulation de cette stratégie.

La stratégie nationale d'adaptation sectorielle pour le secteur de l'élevage présentera un ensemble d'innovations prioritaires qui seront diffusées en arabe et en anglais. Celles-ci seront examinées au cours de plusieurs ateliers qui se dérouleront dans les États cibles et qui seront organisés par le Ministère de l'élevage, des pêches et des pâturages. Le but de ces ateliers sera de définir la possibilité de mettre en place les interventions appropriées au niveau des États.

Aidé d'experts techniques, un coordonnateur chargé des ressources naturelles et de l'adaptation appuiera le Ministère dans l'élaboration de la stratégie nationale d'adaptation sectorielle pour le secteur de l'élevage. Il assurera notamment la coordination avec les organismes gouvernementaux et les partenaires, au niveau central et des États.

Diminuer le nombre de litiges fonciers entre les communautés nomades et sédentaires par la concertation

Au démarrage du projet, le coordonnateur chargé des ressources naturelles et de l'adaptation et les spécialistes des ressources naturelles et de l'adaptation, aidés des autorités des États concernés, identifieront les questions relatives aux conflits fonciers que le projet peut contribuer à résoudre, ainsi que les principales parties prenantes qui devront être impliquées dans le processus.

Le projet a pour objectif de réduire d'au moins 50% le nombre de litiges portant sur les ressources naturelles entre les communautés nomades et sédentaires dans les cinq zones cibles. Il favorisera l'organisation d'ateliers de facilitation au niveau des États, dont le but sera de résoudre les litiges fonciers, d'identifier de nouvelles dispositions et de trouver des accords satisfaisants en matière de droits d'accès et de droits des utilisateurs.

Développement des capacités et planification participative

Le projet appuiera l'élaboration de 300 plans d'adaptation des communautés qui prendront en compte les besoins et les priorités des femmes et des hommes pauvres et s'appuieront sur les évaluations participatives de la vulnérabilité. Le projet appuiera en outre 300 comités villageois de développement et plus de 100 membres du personnel technique du gouvernement aux niveaux local et des États, dans le but de renforcer leurs compétences en gestion et en organisation et d'améliorer leurs connaissances dans les domaines de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des ressources naturelles.



©FIDA/Carla Francescutti

Conclusions

Éléments essentiels

Prendre en compte les priorités des petits exploitants dans les cadres politiques nationaux et locaux est l'un des éléments clés de l'approche du FIDA en matière d'adaptation au changement climatique. Les pays adoptent des approches différentes de la participation à l'élaboration de politiques intelligentes face au climat, en fonction du contexte socioéconomique auquel ils sont confrontés. L'approche du FIDA, quant à elle, repose sur une typologie d'interventions complémentaires: collecter et diffuser des données concrètes sur lesquelles baser l'élaboration des politiques; renforcer les institutions; intervenir comme intermédiaire dans la concertation; intervenir dans les politiques locales, nationales et internationales à de nombreux niveaux.

Données concrètes

Il est largement reconnu que l'élaboration et la planification de politiques efficaces doivent reposer sur une base solide d'éléments concrets. Par l'intermédiaire de ses projets, le FIDA encourage la collecte de données concrètes, leur compréhension et leur utilisation. Par exemple, en s'appuyant sur la recherche scientifique et sur des consultations avec les acteurs locaux, elle évalue leur vulnérabilité et leurs capacités d'adaptation. Ces données peuvent comprendre des projections climatologiques plus fines qui apportent le niveau de détail nécessaire à une planification de qualité au niveau local. Des systèmes d'alerte rapide permettent également de récupérer des données essentielles à la définition de mesures préventives visant à éviter les catastrophes et à ralentir la dégradation des terres (comme au Soudan). En 2011, l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD) et le FIDA ont commencé l'évaluation des réglementations relatives au climat au Mexique, au niveau fédéral et des États, dans le but de stimuler l'élaboration de réformes prenant en compte le changement climatique. Le document final – le premier rapport d'évaluation sur la préparation juridique au changement climatique publié au monde – analyse les lois et

les réglementations existantes ou pouvant être mises en place et identifie les lacunes et les innovations dans ce domaine.

Le FIDA déploie des efforts tout particuliers pour s'assurer que les études intéressantes l'élaboration des politiques sont diffusées le plus largement possible à un grand nombre d'acteurs. Par exemple, une étude récente financée par le FIDA a démontré que les projets de développement rural qui financent des mesures d'adaptation au changement climatique peuvent augmenter les revenus des ménages de petits agriculteurs à hauteur de 50%. Cette étude, à paraître bientôt dans le *Journal of Policy Modelling* et intitulée "*Analysis of local economic impacts using a Village Social Accounting Matrix: the case of Oaxaca*", révèle que des investissements intelligents face au climat, tels que l'agroforesterie, la gestion des ressources en eau et la diversification des cultures, sont plus propices à la hausse des revenus que d'autres types d'investissements qui ne prennent pas en compte les tendances climatiques à plus long terme. D'autres recherches de ce type sont nécessaires pour déterminer les politiques et les interventions les plus adaptées pour pérenniser l'agriculture et lui permettre de s'adapter à la hausse des températures.

Institutions

Les politiques sont élaborées par des personnes qui travaillent pour des institutions, par l'intermédiaire d'institutions, ou encore au sein d'institutions. Une part importante des financements du FIDA est orientée sur des actions de renforcement des capacités institutionnelles à différents niveaux, depuis les groupes et services de vulgarisation à assise communautaire (au Cambodge, par exemple), aux fonctionnaires et spécialistes au sein de différentes institutions gouvernementales (au Soudan, par exemple). Les agriculteurs, les femmes et les populations autochtones apportent un éclairage précieux lors de l'élaboration des politiques. Le FIDA finance leurs organisations dans le but de leur donner les moyens de tirer le meilleur parti des opportunités qui leur sont données de s'engager auprès des responsables politiques (à El Salvador, par exemple).

Concertation

Les décisions politiques sont également liées à certains aspects de l'économie politique et à la détention du pouvoir et de l'autorité de décision. Faire entendre la voix des populations autochtones, des femmes et des jeunes agriculteurs dans les processus d'élaboration des politiques aux niveaux local et national assure la prise en compte de leurs priorités dans l'élaboration des politiques (à El Salvador et en Gambie, par exemple). Le FIDA écoute depuis longtemps les points de vue des agriculteurs sur le changement climatique – lors du dernier Forum paysan qui a été organisé par le FIDA en 2014, l'un des thèmes abordés était "Le rôle des organisations paysannes dans l'adaptation au changement climatique et la gestion des catastrophes". Lors d'une session spéciale, des recommandations ont été adressées aux projets appuyés par le FIDA et aux gouvernements (voir l'Annexe).

Politiques locales, nationales et internationales

Appuyer les gouvernements locaux (que ce soit au niveau national, provincial ou des districts) à élaborer et à mettre en œuvre leurs propres plans et leurs propres politiques s'est avéré une réussite dans de nombreux pays. Une telle approche encourage l'appropriation locale et permet de traiter plus efficacement les questions d'ordre géographique et celles spécifiques à certains sites. Elle garantit en outre que les politiques ne sont pas seulement élaborées et votées au niveau central sans aucun espoir de résultats tangibles dans les communautés rurales, mais bien appliquées localement. Nombre de projets du FIDA visant à stimuler l'adaptation des petits exploitants au changement climatique comportent deux éléments: des plans d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe participatifs et basés sur des données scientifiques;

et des plans locaux de développement tenant compte du changement climatique. Ces plans permettent aux petits exploitants non seulement de mieux faire entendre leur voix dans l'élaboration des politiques locales, mais également d'acquérir de l'expérience dans l'évaluation des risques climatiques et ainsi de participer plus efficacement au processus d'élaboration des politiques nationales. Au niveau national, le travail du FIDA va du renforcement des politiques liées au climat et de l'intégration des questions liées au changement climatique dans les stratégies agricoles à un appui ciblé aux pays qui élaborent des plans nationaux d'adaptation.

La nature du changement climatique, qui peut être défini comme l'un des défis du vingt-et-unième siècle, a stimulé l'élaboration de politiques et de conventions au niveau international. Le FIDA est pleinement engagé à plaider en faveur d'un rôle plus important de l'agriculture dans ces forums politiques internationaux, compte tenu de l'importance vitale de l'agriculture pour les petits exploitants du monde entier. Dans sa stratégie relative au changement climatique (2010), le FIDA confirme son engagement à continuer d'accroître la visibilité de l'agriculture paysanne dans les grands débats internationaux sur le changement climatique et, d'autre part, à faire mieux connaître le changement climatique dans les discussions concernant l'agriculture.

Le FIDA a plaidé en faveur de l'agriculture et des petits exploitants lors de divers événements de la CCNUCC, en partageant son expérience et en attirant l'attention sur l'importance de l'adaptation des petits exploitants au changement climatique. Ainsi, par exemple, à la Conférence des Parties qui s'est tenue à Bonn en juin 2015, le FIDA a démontré comment le fait d'investir pour favoriser l'adaptation des petits agriculteurs au changement climatique pouvait être bénéfique, de par la baisse importante des gaz à effet de serre et l'atténuation des effets du changement climatique⁶.

Il est nécessaire que les politiques mondiales sur le climat reposent sur une connaissance approfondie des besoins des petits exploitants, qui sont encore sous-représentés dans les négociations internationales sur le sujet. Pour inverser cette tendance, le FIDA appuie la participation des petits agriculteurs aux Conférences des Parties de la CCNUCC et leur permet ainsi de parler de leur expérience de lutte contre le changement climatique, ce qui démontre que les petits agriculteurs sont d'excellents clients et partenaires pour les investissements financiers relatifs au climat (voir l'encadré 3).

Qu'en est-il des résultats attendus?

Il est encore trop tôt pour pouvoir conclure à la réussite ou à l'échec des efforts entrepris actuellement par le FIDA en vue d'intégrer les questions relatives au changement climatique dans les processus d'élaboration des politiques nationales. L'équipe Politiques du FIDA travaille avec les plus grands experts pour comprendre comment mesurer le mieux possible l'impact des politiques, mais les spécialistes du développement le savent: il est rare qu'il existe une relation linéaire entre les éléments alimentant l'élaboration d'une politique (données d'expérience et recherche, concertation et documents de travail, par exemple) et le produit de cette politique (une politique actualisée et prenant en compte tous ces éléments). Il existe encore moins de garanties que des politiques mises à jour pour intégrer le changement climatique et les besoins des petits exploitants seront effectivement appliquées, avec succès – le fossé entre la politique et la pratique est un défi bien connu. Quoiqu'il en soit, on peut dire que le travail du FIDA sur les politiques contribue à la collecte de données probantes, au renforcement du caractère consultatif des processus de formulation des politiques et à une meilleure application des politiques. La mesure de ces résultats prend de plus en plus d'importance dans la manière dont le FIDA évalue le succès de sa contribution à l'élaboration des politiques et à la concertation.

6 FIDA. 2015. Avantage de l'atténuation.

Encadré 3: L'Organisation mondiale des agriculteurs à la vingtième Conférence des Parties à Lima

“L’agriculture doit être au cœur du programme d’action mondial de lutte contre le changement climatique.”

S’exprimant à la vingtième Conférence des Parties (CdP) qui s’est tenue à Lima en 2014, Mildred Crawford, une agricultrice jamaïcaine, s’est faite le porte-parole des petits exploitants et de leurs besoins. Elle était l’un des 20 petits exploitants, issus de dix pays différents, qui participaient à la CdP en tant que membres de la délégation de l’Organisation mondiale des agriculteurs, appuyée par le FIDA. La délégation a eu accès aux décideurs politiques, aux journalistes et aux organisations non gouvernementales, développant



ainsi ses réseaux et plaidant en faveur de l’adaptation des petits exploitants. Lors de la session d’ouverture de haut niveau, Mildred Crawford a fait une déclaration au nom des agriculteurs devant les négociateurs de plus de 195 pays.

Une manifestation parallèle organisée conjointement par l’Organisation mondiale des agriculteurs, Caritas International, le FIDA et l’International Foundation for Organic Agriculture (la Fondation internationale pour l’agriculture biologique), portant sur le thème “Building Resilience to Climate Change and Managing Disaster Risks through Sustainable Agriculture” (Renforcer les capacités d’adaptation au changement climatique et gérer les risques de catastrophe par une agriculture durable), a présenté des initiatives visant à renforcer les capacités d’adaptation des exploitations agricoles et des communautés. Les agriculteurs ont souligné que des solutions visant à renforcer la résilience existaient déjà, comme les services consultatifs, mais que l’absence de politiques publiques et d’accès à la terre gênait leur lutte contre le changement climatique. Cette manifestation parallèle a mis en évidence le rôle d’une agriculture durable dans le renforcement des capacités d’adaptation au changement climatique et dans la gestion des catastrophes.

Lors d’une autre session à Lima sur le thème “Minding the research-practitioner gap – the implementation of integrated landscape approaches” (Faire attention au fossé entre chercheurs et acteurs de terrain – la mise en œuvre d’approches paysagères intégrées), Daniel Gad, un Éthiopien, a appelé à une approche plus intégrée qui impliquerait les agriculteurs dans les négociations climatiques et permettrait un meilleur accès des communautés agricoles aux financements relatifs au climat. La session a souligné l’importance d’une recherche plus appliquée et d’un cadre juridique, afin de favoriser une approche paysagère.

Source: Organisation mondiale des agriculteurs. 2014. Rapport destiné au FIDA sur le petit don du FIDA. “Support to farmers’ participation in Climate Change Conference of the Parties (COP20), Lima, 1-12 December 2014”.

Les enjeux sont trop importants pour qu’on se concentre uniquement sur des solutions à chaud, de court terme. En s’engageant dans des processus nationaux et politiques de plus long terme, le FIDA joue son rôle, qui est de faire entendre la voix de petits agriculteurs comme Lam Van Nhien, du Viet Nam, ou comme des millions d’autres comme lui, dans les décisions qui affectent leur capacité à faire face aux conséquences du changement climatique dans les années à venir.

Références

Fonds international de développement agricole (FIDA). 2014. Adapté de IFAD's *emerging approach to country-level policy engagement*. Rome: FIDA.

<http://www.ifad.org/pub/policy/policy-engagement.pdf>

_____. 2014a. Report of the Fifth Global Meeting of the Farmers' Forum. Rome: FIDA.

http://www.ifad.org/farmer/2014/ff2014_report.pdf

_____. 2011. Changement climatique – Stratégie. Rome: FIDA.

<http://www.ifad.org/climate/strategy/f.pdf>

Organisation mondiale des agriculteurs. 2014. Rapport destiné au FIDA sur le petit don du FIDA. "Support to farmers' participation in Climate Change Conference of the Parties (COP20), Lima, 1-12 December 2014". Document interne

Documents des projets pour les études de cas de pays:

_____. 2015. (PROJET DE) Rapport de conception du projet "Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir - Rural Adelante", pour la République d'El Salvador.

Document interne

_____. 2015. (PROJET DE) Rapport de conception du projet "Renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique dans le cadre du Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau – Projet Chosso", pour la République de Gambie. Document interne

Fonds pour l'environnement mondial (FEM). 2014. *Request for CEO endorsement/ approval for Livestock and Rangeland Resilience Programme' for the Republic of the Sudan*. (Demande d'approbation par le président directeur général du Programme en faveur de l'élevage et du renforcement de la capacité d'adaptation au changement climatique des parcours, pour la République du Soudan).

http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/gef_prj_docs/

GEFProjectDocuments/Climate%20Change/Sudan%20-%20(5651)%20-%20Livestock%20and%20Rangeland%20Resilience%20Program/CEO-Endorsement_Template_-_Sudan_-_Oct_2014.pdf

_____. 2014. Rapport du Président: Proposition de dons à la République du Soudan pour le Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience. Rome: FIDA.

<https://webapps.ifad.org/members/eb/113/docs/french/EB-2014-113-R-21-Rev-1.pdf>

_____. 2014. Rapport du Président: Proposition de prêt et don au Royaume du Cambodge pour le Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation. Rome: FIDA.

<https://webapps.ifad.org/members/eb/113/docs/french/EB-2014-113-R-17-Rev-1.pdf>

_____. 2012. Rapport du Président: Proposition de prêt et don à la République du Mozambique pour le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo.

<https://webapps.ifad.org/members/eb/106/docs/french/EB-2012-106-R-17-Rev-1.pdf>

Sites Web

FIDA. Concertation. (Consulté en août 2015).

<http://ifad.org/operations/policy/index.htm>

FIDA. Policy engagement is key, but... how to assess its impact?

(Consulté en juillet 2015).

<http://ifad-un.blogspot.it/2015/06/policy-engagement-is-key-but-how-to.html>

Annexe: Recommandations politiques formulées lors de la session sur le changement climatique du Forum paysan de 2014

Le groupe de travail sur le "rôle des organisations paysannes et des partenaires dans le renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique des agriculteurs" s'est réuni dans le cadre du Forum paysan, un événement appuyé par le FIDA qui s'est tenu à Rome en 2014.

Les discussions ont été organisées autour:

- (i) des principales menaces pesant sur les agriculteurs;
- (ii) de la manière de renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique grâce à des politiques et des solutions innovantes;
- (iii) de recommandations à l'intention du FIDA, des gouvernements et des organisations paysannes.

En fonction de la région dans laquelle les petits agriculteurs exercent leurs activités de culture, d'élevage et de pêche, le changement climatique peut générer des menaces comme la sécheresse, les inondations, les typhons et, plus généralement, une imprévisibilité climatique, qui affectent l'activité des familles de petits exploitants. Les autres facteurs qui peuvent fragiliser les capacités d'adaptation des petits exploitants au changement climatique sont notamment: l'exploitation minière à large échelle (pollution de la terre et de l'eau, accaparement des terres, migration, etc.), l'agriculture et la pêche industrielles et enfin la volatilité des prix sur les marchés internationaux et nationaux.

Les solutions alternatives et les modèles suivants ont été proposés pour renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique:

- Des systèmes de production alternatifs durables, tels que l'agroécologie et l'agriculture biologique, axés sur la préservation et l'amélioration des cultures locales, l'économie, la récolte et la gestion de l'eau et la conservation des sols;
- Un accès rapide à l'information nécessaire à la prise de décision, grâce à des appareils d'alerte rapide, des informations météorologiques et des informations sur les prix et les volumes de l'offre et de la demande;
- Des informations mises à jour sur le calendrier des récoltes, les semences et les meilleures pratiques en fonction du changement du climat;
- La création de stocks de produits alimentaires grâce à des banques de céréales et de semences et à des entrepôts stratégiques et à bas coût;
- L'accès à des techniques de production durables et créatrices de valeur;
- Des sources d'énergie alternatives pour l'agriculture.

Par ailleurs, une présentation du rôle du FIDA dans l'adaptation au changement climatique a été réalisée, incluant son Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). L'ASAP est un instrument financier lancé en 2012 aux fins d'orienter les financements liés au climat et à l'environnement vers des petits agriculteurs et ainsi de renforcer leurs capacités d'adaptation.

Recommandations à l'intention des organisations paysannes:

- Renforcer les activités de plaidoyer et organiser le travail parmi les agriculteurs afin que l'élaboration des politiques nationales prenne en compte les besoins d'adaptation au changement climatique;
- Créer des partenariats visant au renforcement des capacités d'adaptation;
- Assurer une surveillance attentive des projets et garantir leur transparence financière afin de renforcer la transparence des projets et leur capacité de rendre des comptes;
- Organiser des forums régionaux et nationaux afin d'élaborer des stratégies sur la manière d'accroître les investissements dans l'agroécologie et l'adaptation au changement climatique.

Recommandations à l'intention des gouvernements:

- Créer des fonds d'urgence visant à protéger les agriculteurs contre les catastrophes de grande ampleur;
- Renforcer les programmes de sécurité publique et inclure les organisations paysannes dans la planification des interventions d'urgence;
- Prévoir dans le budget des ressources suffisantes pour permettre aux organisations paysannes de renforcer la résilience de leurs membres par le renforcement des capacités, le partage et l'organisation;
- Assurer la cohérence des politiques et des programmes, qui devraient tous promouvoir la souveraineté alimentaire (par la réglementation des marchés, par exemple).

Recommandations à l'intention du FIDA:

- Appuyer les échanges d'expérience entre organisations paysannes sur l'adaptation des petits exploitants;
- Promouvoir les meilleures pratiques et les techniques de production durables et respectueuses de l'environnement;
- Appuyer les organisations paysannes directement par le renforcement des capacités d'adaptation en privilégiant une agroécologie durable, des sources d'énergie renouvelables, la création de stocks de produits alimentaires et une recherche agricole axée sur les besoins des agriculteurs;
- S'assurer que les questions climatiques sont prises en compte lors de la conception des projets;
- Favoriser la cohérence entre politiques et programmes gouvernementaux;
- Informer les organisations paysannes des programmes menés par le FIDA en relation avec les gouvernements de manière à ce qu'elles soient proactives.

Source: Adapté de "Report of the Fifth Global Meeting of the Farmers' Forum" (FIDA, 2014).

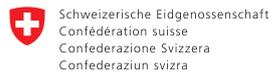
Donateurs et partenaires de l'ASAP

Le programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA est un programme multi-donateurs qui aide les petits producteurs à faire face aux impacts du changement climatique afin qu'ils puissent accroître leur résilience.

Au premier octobre 2015, les engagements totaux des neuf pays donateurs (Belgique, Canada, Finlande, Pays-Bas, Norvège, la République de Corée, Suède, Suisse et Royaume-Uni) s'élèvent à 366 498 858 \$US.



MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS OF FINLAND



Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

THE BELGIAN
DEVELOPMENT COOPERATION **.be**



KOICA
Korea International
Cooperation Agency



NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS



REGERINGSKANSLIET
Ministry for Foreign Affairs
Sweden



UKaid
from the British people



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com
 www.facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV

